

Italy (ratification: 1985)

Demande directe, 1999

1. La commission prend note des informations et des textes juridiques (lois, décrets, règlements et conventions collectives) communiqués par le gouvernement dans son rapport à propos de l'article 1, paragraphe 2 (champ d'application), article 1, paragraphe 3 (soins et services infirmiers à titre bénévole), article 2, paragraphe 1 (politique concernant les services infirmiers), article 2, paragraphe 2 a), b) (éducation et formation, rémunération), article 2, paragraphe 3 (consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs), article 3, paragraphe 1 (éducation et formation en matière de soins et de services infirmiers), article 4 (conditions auxquelles est subordonné le droit d'exercice en matière de soins et de services infirmiers), article 5, paragraphe 3 (règlement de conflits) et article 6 de la convention (conditions de travail).

2. La commission se réfère à ses commentaires précédents sur les dispositions suivantes:

Article 2, paragraphe 2. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement selon lesquelles:

-- les perspectives de carrière dans le secteur hospitalier des centres hospitaliers sont rares;

-- d'ici à cinq ans, la demande de personnel infirmier dépassera l'offre d'au moins 40 pour cent;

-- les représentants du personnel infirmier estiment que les rémunérations sont insuffisantes, en particulier au regard des responsabilités qu'ont les administrateurs de rang intermédiaire ou de rang supérieur.

La commission rappelle que, conformément à cette disposition, des mesures doivent être prises afin d'assurer les soins infirmiers quantitativement et qualitativement nécessaires pour amener la population au niveau de santé le plus élevé possible. La commission prie donc le gouvernement de continuer de fournir des informations dans le domaine de l'éducation et la formation et sur les conditions d'emploi et de travail, y compris les perspectives de carrière et de rémunération, propres à attirer et à retenir le personnel dans la profession.

Article 2, paragraphe 3. La commission prend note du décret-loi no 115 du 31 mars 1998 qui régleme les modalités d'organisation de l'agence pour les services sanitaires régionaux, ainsi que des informations suivantes du gouvernement:

-- l'élaboration d'une loi nationale visant à officialiser les mécanismes déjà en place dans de nombreuses régions italiennes qui jouissent d'une autonomie législative dans le domaine de la santé;

-- la mise en place des services infirmiers conformément à la législation régionale qui prévoit des structures administratives dirigées par un infirmier ayant des fonctions de gestion;

-- les entités chargées d'élaborer et de mettre en oeuvre ces politiques sont: a) pour les politiques globales: le ministère de la Santé, de concert avec les ministères intéressés, comme l'a établi le Conseil des ministres; b) pour les politiques régionales: les conseils sanitaires, selon les mêmes modalités que le gouvernement central;

1. The Committee takes note of the information and legal texts (laws, decrees, regulations and collective bargaining agreements) communicated by the Government in its report concerning Article 1, paragraph 2 (scope of application), Article 1, paragraph 3 (nursing care and services on a voluntary basis), Article 2, paragraph 1 (policy concerning nursing services), Article 2, paragraph 2(a)(b) (education and training and remuneration), Article 2, paragraph 3 (consultation with the employers' and workers' organizations), Article 3, paragraph 1 (nursing education and training), Article 4 (requirements for the practice of nursing), Article 5, paragraph 3 (settlement of disputes) and Article 6 (working conditions).

2. The Committee refers to its previous comments on the following provisions:

Article 2, paragraph 2. The Committee takes note of the information of the Government that:

-- career opportunities in the clinical area and management are scarce;

-- in the next five years demand for nursing personnel will exceed supply by at least 40 per cent; and

-- representatives of professional nurses consider that remunerations are inadequate, especially in relation to the responsibilities borne by middle and senior management.

The Committee recalls that according to this provision measures should be adopted to provide the quantity and quality of nursing care necessary for attaining the highest possible level of health for the population. The Committee therefore requests the Government to continue supplying information on the education and training courses, employment and working conditions, including career prospects and remuneration, which are likely to attract persons to the profession and retain them in it.

Article 2, paragraph 3. The Committee takes note of Legislative Decree No. 115 of 31 March 1998 regulating the organization of the Agency for Regional Sanitary Services and of the information of the Government according to which:

-- the drafting of a national law to ratify the organizational arrangements already implemented in many Italian regions that have autonomous legislative powers with regard to health;

-- nursing services have been set up under this regional legislation which provide for an organizational structure headed by a nurse with management functions; and

-- the bodies responsible for developing and implementing these policies are: (a) for general policies: the Ministry of Health in concert with other ministries concerned as directed by the Council of Ministers; (b) for regional policies: health councils following the same pattern as central government; and (c) for local policies: management boards of individual health institutions.

c) pour les politiques locales: les conseils d'administration des institutions sanitaires.

La commission espère que, dans son prochain rapport, le gouvernement indiquera que la loi nationale susmentionnée a été adoptée et qu'une copie de ce texte lui sera communiquée.

Article 5. La commission prend note des indications fournies dans le rapport du gouvernement selon lesquelles la participation du personnel infirmier au niveau du service national de la santé n'est plus réglementée par l'Etat. Toutefois, la commission rappelle que le gouvernement lui avait indiqué dans son précédent rapport qu'un comité national avait été institué en vertu d'un décret du 7 novembre 1991 du ministère de la Santé, chargé de vérifier et de réviser la qualité des services au niveau national, et que le personnel infirmier y était représenté par trois membres de la fédération nationale (IPASVI). La commission prie donc le gouvernement de lui apporter les éclaircissements sur ce point. La commission prend également note des informations contenues dans le rapport selon lesquelles certaines régions ont adopté une législation sur la planification des services infirmiers. Elle prie le gouvernement de lui communiquer copie de cette législation. La commission rappelle que, dans ses commentaires précédents, elle avait prié le gouvernement de l'informer sur les mesures prises ou envisagées pour mettre en place, aux termes de l'article 2, paragraphe 2, du décret du 13 septembre 1988, des groupes de travail destinés à accroître la qualité des soins de santé dans les hôpitaux. La commission espère que le gouvernement lui fournira des informations sur ce point.

3. Article 7. La commission prend note avec intérêt des informations fournies par le gouvernement dans son rapport selon lesquelles, en ce qui concerne d'une manière générale l'hygiène et la sécurité du travail, et en particulier, les risques biologiques et le risque d'une exposition accidentelle au virus VIH, le gouvernement et les autorités régionales et locales peuvent prendre des mesures de prévention primaires, effectuer des campagnes d'information et prendre des mesures pour garantir autant que possible la protection du personnel infirmier. La commission prend également note des textes communiqués par le gouvernement avec son rapport sur ce point, entre autres le document d'information sur les risques biologiques qu'encourt le personnel infirmier, la loi no 5 du 5 juin 1990 portant adoption du programme d'intervention urgente sur la prévention et les mesures de lutte contre le sida, et le décret no 235 du 28 septembre 1990 du ministère de la Santé sur la protection contre l'exposition professionnelle au virus VIH, dans les services de santé des secteurs publics et privés. Se référant à son observation générale de 1990, réitérée en 1994, la commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour ce qui a trait aux conditions de travail du personnel infirmier atteint ou considéré comme atteint par le VIH.

The Committee hopes that the Government's next report will state that the abovementioned national law has been adopted and that a copy of this text will be communicated.

Article 5. The Committee takes note of the information supplied in the Government's report according to which participation of nursing personnel at the National Health Service level is not regulated yet by the State. However, the Committee recalls that the Government has informed in its previous report that a National Committee was established by decree of the Ministry of Health of 7 November 1991, for verifying and revising the quality of services at the national level, and that nursing personnel were represented by three members from the National Federation (IPASVI). The Committee therefore requests the Government to provide a clarification on this issue. The Committee takes note also of the information contained in the report that some regions have passed legislation on nursing service planning. It requests the Government to communicate copies of this legislation. The Committee recalls that in its previous comments it has requested the Government to provide information on the measures planned or taken to establish working groups to promote the quality of health care at the level of the individual hospitals, in accordance with section 2, subsection 2, of the decree of 13 September 1988. The Committee hopes that the Government will provide information on this issue.

3. Article 7. The Committee takes note with interest of the information provided by the Government in its report according to which in matters of occupational safety and health in general, and, with particular reference to biological risks and the risk of accidental exposure to the HIV virus, the Government and the regional and local authorities may take primary prevention measures, run information campaigns and issue specific regulations to safeguard, as far as possible, the work of nursing personnel. It also takes note of the various texts communicated by the Government with its report on this matter such as the informative brochure on biological risks for nursing personnel; Act No. 5 of 5 June 1990 approving the programme of urgent intervention on prevention and measures to combat AIDS, and Decree No. 235 of the Ministry of Health of 28 September 1990 on protection against occupational exposure to HIV within the structure of the Health Service in both the public and private sectors. In relation to its general observation of 1990, reiterated in 1994, the Committee requests the Government to continue providing information on the measures taken or contemplated regarding the working conditions of the nursing personnel who are infected or considered to be infected by HIV.